

Flambée de colère anti-Maastricht en Grèce

La rigueur budgétaire fédère la contestation.

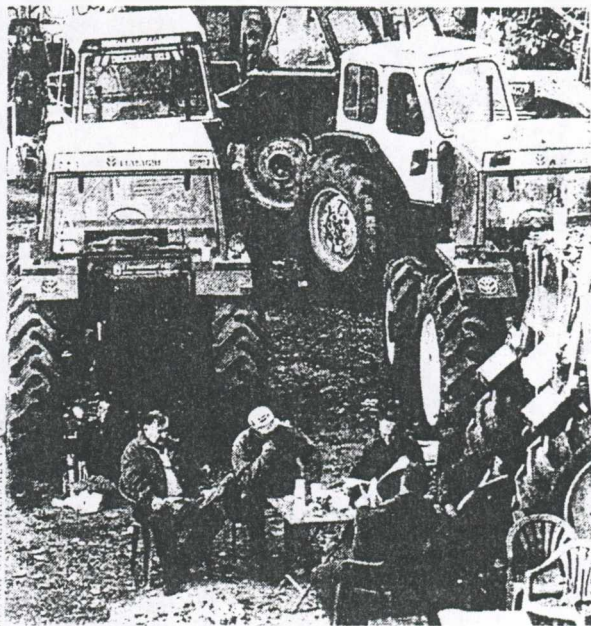
Athènes correspondance

Du nord au sud de la Grèce, les agriculteurs occupent, depuis mardi, plusieurs places de villages. A Karditsa, au centre du pays, ils ont bloqué l'entrée du tribunal où 10 d'entre eux doivent être jugés pour «occupation illégale de la voie publique», lors de la grande manifestation de l'année dernière. Le mouvement ressemble à une réédition de décembre dernier, lorsque les agriculteurs ont coupé les principales voies de circulation du pays trois semaines durant. Le motif est le même: les aides publiques destinées à compenser la baisse des cours, et le remboursement de leurs dettes.

«L'Etat ne peut plus payer», répond sur tous les tons le ministre de l'Agriculture Stéphane Tzoumakas. Hier, il précisait: «L'époque où un produit agroalimentaire valait son prix, plus la subvention versée par la CEE, plus l'aide de l'Etat est définitivement révolue. (...) Nous sommes la risée de l'Europe.» Comme plusieurs membres du gouvernement socialiste, il accuse le Parti communiste hellénique (KKE), hostile à l'Europe de Maastricht, de tirer les ficelles de ces mouvements de colère. La grogne contre la rigueur économique touche désormais toutes les catégories sociales. Les enseignants des collèges et lycées, en grève depuis dix jours, réclament une hausse de salaire de plus de 30% et butent sur le refus catégorique de leur ministre de tutelle, Yé-rassimos Arsénis.

Vendredi dernier, Athènes et les grandes villes étaient paralysées par une grève générale organisée par la GSEE, la première force syndicale.

Les autres catégories mécontentes se tournent vers l'Assemblée nationale, qui s'apprête à voter une réforme fiscale prévoyant la suppres-



En décembre, les paysans avaient paralysé le pays.

sion des abattements fiscaux dont bénéficient 200 professions, allant des députés eux-mêmes aux fondations publiques, aux sportifs ou aux journalistes.

«Les mesures contre le laxisme fiscal se mettent enfin en place», se félicite l'économiste Yannis Koukiadis, membre de la Commission économique et sociale, chargée de l'étude de la réforme. «La société grecque est assez mûre pour accepter ces mutations, ajoute-t-il. Même ceux qui résistent encore, qu'ils se trouvent au sein du gouvernement ou dans l'opposition, reconnaissent la nécessité des réformes.»

Avec cette refonte fiscale, le gouvernement espère bien récupérer 130 milliards de drachmes. «Le Premier ministre doit montrer s'il veut ratisoler ou révolutionner le système», renchérit un proche de Costas Simitis, le chef du gouvernement.

Elu en septembre sur un programme de rupture avec le clientélisme et l'évasion fiscale, Costas Simitis veut imposer la rigueur économique à son

pays pour lui permettre de satisfaire les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht pour être au rendez-vous de la monnaie unique.

La grogne sociale ne sape pas, pour le moment, la cote de popularité du chef du gouvernement qui reste très élevée, à 52%. Mais un autre chantier est en cours, lui aussi prioritaire et qui risque d'échauffer plus encore les esprits: la privatisation des grandes entreprises publiques, chantiers navals et télécoms.